

Mercredi (matin) 18 mars 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale**20 2014.RRGR.1177 Motion financière 255-2014 Sollberger (Berne, pvl)
Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine**

N° de l'intervention: 255-2014
Type d'intervention: Motion financière
Déposée le: 20.11.2014
Déposée par: Sollberger (Berne, pvl) (porte-parole)
Kohler (Spiegel b. Bern, PLR)
Wüthrich (Huttwil, PS)
Kropf (Berne, Les Verts)
Cosignataires: 10
Urgence: accordée le 22.01.2015
N° d'ACE: 45/2015 du 21 janvier 2015
Direction: SAP

Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine

Le Conseil-exécutif est chargé, dans le budget 2016,

1. d'augmenter de 5,1 millions de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Assistance somatique ;
2. d'augmenter de 0,8 million de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Psychiatrie.

Développement

Jusqu'à il y a quelques années, la subvention annuelle par poste de médecin-assistant s'élevait encore à 60 000 francs dans le canton de Berne. Mais ces subventions ont subi brutalement des coupes, sous l'effet des mesures EOS. La subvention n'est aujourd'hui plus que de 10 000 francs par poste. Berne se situe ainsi à la dernière place du classement des cantons en ce qui concerne le financement de la formation médicale postgrade. La subvention ne permet absolument pas de couvrir les exigences minimales. Les quatre autres cantons disposant d'un hôpital universitaire paient tous des subventions plus élevées (ZH : 16 000 CHF, BS : 24 000 CHF, VD et GE : 90 000 CHF par poste de médecin-assistant à l'hôpital universitaire et par an). Mais certains cantons sans hôpital universitaire comme Lucerne versent aussi des subventions nettement plus élevées à leurs hôpitaux.

Les conséquences de ces coupes sont évidentes :

- Tous les hôpitaux qui proposent des postes de médecin-assistant devront combler le manque à gagner par des financements croisés. A long terme, il va en résulter un resserrement de l'offre de formation postgrade dans le canton, les hôpitaux n'ayant pas intérêt à proposer des places déficitaires.
- Il y aura distorsion de la concurrence entre les cantons ayant un hôpital universitaire, les cliniques universitaires étant de loin les centres de formation postgrade les plus importants.

Les profiteurs du système sont les hôpitaux qui s'investissent le moins dans la formation continue mais qui ont quand même besoin de médecins spécialisés qualifiés.

La présente motion financière vise le relèvement à 15 000 francs de la subvention annuelle par poste de médecin-assistant en 2016, dans un premier temps. Il est important de soutenir financièrement les hôpitaux qui forment des médecins-assistants. Dans le canton de Berne, ce sont surtout les hôpitaux publics qui sont concernés puisqu'ils assurent pas moins de 95 pour cent de la formation postgrade. Seule l'indemnisation adéquate des frais de formation continue permettra de couvrir à long terme les besoins en médecins spécialistes bien formés, dans le domaine de la médecine de premier recours par exemple, mais aussi dans d'autres.

Réponse du Conseil-exécutif

Selon l'article 49, alinéa 3 de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), les coûts de formation universitaire ne sont pas compris dans la rémunération tarifaire. Ils doivent donc être couverts par les hôpitaux et leurs organismes responsables ou par les cantons où sont situés les établissements. C'est ainsi que le canton de Berne contribue à la formation postgrade des médecins des hôpitaux bernois au sens des prestations d'intérêt général.

Il est très complexe de déterminer le coût de la formation médicale postgrade, qui est, par conséquent, très controversé. Diverses études ont certes été faites ces dernières années au niveau suisse. Mais comme elles ont débouché sur des résultats contradictoires, il n'existe pas d'unité de doctrine à ce sujet parmi les experts et les organisations. C'est dans ce contexte, en tenant compte des difficultés financières du canton, que le Conseil-exécutif avait fixé en 2013 la subvention de la formation médicale postgrade à 10 000 francs par médecin par année (en équivalent plein temps), ce qui représentait le montant versé par le canton de Zurich en 2012.

La présente motion financière préconise d'augmenter le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits « Assistance somatique » de 5,1 millions de francs et celui du groupe de produit « Psychiatrie » de 0,8 million. En relevant ainsi la subvention annuelle à 15 000 francs, l'auteur de la motion entend soutenir financièrement les hôpitaux formateurs.

Le Conseil-exécutif a pris des mesures parfois drastiques ces dernières années pour équilibrer le budget. L'Examen des offres et des structures (EOS 2014) mené en 2012 pour prévenir le déficit structurel à partir de 2014 a ainsi permis d'alléger le budget de l'Etat et d'éliminer les déficits de la planification. Cependant, la situation financière du canton reste fragile et tant le budget que le plan intégré mission-financement (PIMF) prévoient un réendettement pour 2017-2018. C'est pourquoi, lors du débat sur le budget 2016 et le PIMF 2016-2018, le Grand Conseil a adopté la motion de la Commission des finances 202-2014 intitulée « Pas de nouvel endettement dans le PIMF », qui exige du Conseil-exécutif d'éliminer lors du prochain cycle budgétaire la nouvelle dette prévue en 2017 et 2018 et de faire en sorte qu'il n'y ait pas non plus de nouvel endettement pour l'année 2019.

Vu la situation financière, le Conseil-exécutif considère qu'il n'est pas opportun d'augmenter la subvention cantonale de la formation postgrade des médecins à court terme. C'est pourquoi il a renoncé à mettre en œuvre la déclaration de planification Heuberger (Les Verts) / Sollberger (pvl) pour l'indemnisation de la formation postgrade en médecine et en pharmacie adoptée lors du débat sur le crédit-cadre 2014-2015 concernant les autres contributions au sens de la loi sur les soins hospitaliers (ACE 913 du 2 juillet 2014). Cela d'autant plus que le Grand Conseil avait exigé que ces dépenses supplémentaires soient compensées au sein même du crédit-cadre.

Le Conseil-exécutif juge cependant essentiel que la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) ait préparé un accord intercantonal sur le financement de la formation postgrade, qui poursuit deux objectifs : verser aux hôpitaux un forfait uniforme de 15 000 francs par an par médecin en spécialisation et garantir un certain équilibre de la charge financière entre les cantons dont les établissements s'engagent fortement dans la formation médicale postgrade et ceux qui y contribuent dans une moindre mesure. L'accord a été adopté le 20 novembre 2014 par l'assemblée plénière de la CDS à l'intention des cantons. Le Grand Conseil débattira de l'adhésion du canton de Berne probablement au cours de 2016. Celle de 18 cantons est nécessaire au minimum pour que l'accord entre en vigueur. Comme les diverses procédures d'adhésion cantonales prendront un certain temps, son entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} janvier 2017.

Le Conseil-exécutif partage l'avis exprimé dans la motion que les hôpitaux contribuant à la formation médicale postgrade de manière appropriée doivent être rétribués comme il se doit. Il a aussi déclaré à plusieurs reprises tout le bien qu'il pense des efforts de la CDS pour parvenir à une réglementation nationale, avec toutes les réserves dues à l'incertitude financière du canton. Et il a d'ores et déjà prévu dans le plan intégré mission-financement à partir de 2017 les moyens supplémentaires nécessaires afin qu'en cas d'adhésion de Berne à l'accord intercantonal, les établissements bernois puissent toucher 15 000 francs par an par médecin en formation (en équivalent plein temps).

Le Grand Conseil aura la possibilité de s'exprimer sur le montant de la subvention à la formation médicale postgrade lors du débat sur l'adhésion à l'accord intercantonal, qui, s'il entre en vigueur, contraindra le canton de Berne à verser un forfait de 15 000 francs par place au minimum. Indépendamment, si le PIMF n'est pas modifié, il sera possible de subventionner dès 2017 la

formation médicale postgrade d'un tel montant annuel par médecin (en équivalent plein temps). Une modification de l'article 31, alinéa 1 de l'ordonnance sur les soins hospitaliers (OSH) sera nécessaire en tout cas.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif recommande le rejet de la motion financière.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Prise de position de la Commission des finances

La Commission des finances se range à l'argumentation du Conseil-exécutif et propose au Grand Conseil le rejet de la motion financière.

La présidente. Nous passons à la Direction de la santé publique, M. le directeur, bonjour. Nous passons à l'affaire 20, motion financière, Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine. C'est M. Kohler qui vient argumenter cette motion, et après nous aurons le porte-parole de la Commission des finances, M. Jost. M. Kohler, je vous prie de vous annoncer encore. C'est à vous, vous avez la parole.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich spreche hier als Mitmotionär anstelle von Tanja Sollberger, die ja jetzt als Ärztin in einem Spital in Norwegen arbeitet. Ich hoffe, es geht ihr gut und ich hoffe auch, dass sie in einem Spital arbeitet, das etwas mehr Gelder für die Weiterbildung zur Verfügung hat als wir hier im Kanton Bern. Ich schicke Grüsse nach Norwegen, vielleicht hört Tanja jetzt zu.

Bei der Finanzierung ihrer Spitäler herrscht zwischen den einzelnen Kantonen eine zum Teil groteske Wettbewerbsverzerrung. So werden zu Beispiel anstehende Investitionen in die Infrastruktur mittels Steuergeldern mitfinanziert, was prinzipiell über die Tarife erfolgen sollte. Dies widerspricht somit den Grundsätzen des KVG. Die ärztliche Weiterbildung, also die Weiterbildung der Ärztinnen und Ärzte nach dem Staatsexamen, wird in der Tarifstruktur nicht abgebildet, was die Spitäler unter zusätzlichen, hohen finanziellen Druck bringt. Mittels Kantonsbeiträgen soll und wird deshalb diese Leistung separat mitfinanziert, was ja unbestritten ist. Wenn nun aber einzelne Kantone bis 90 000 Franken pro Assistentin und Assistent bekommt und andere Kantone wie der Kanton Bern nur 10 000 Franken – bis vor wenigen Jahren waren es 40 000 bis 60 000 Franken – führt dies zu einer weiteren massiven Wettbewerbsverzerrung zwischen den Leistungserbringern in der Schweiz. Sicher kann man über die Höhe diskutieren, aber 10 000 Franken sind nun definitiv zu wenig. Hier legen die Spitäler drauf und die Bereitschaft dieser Spitäler, überhaupt ärztliche Weiterbildung zu betreiben, nimmt natürlich ab. Der Kanton Bern liegt hier ganz am Schluss, und das müssen wir schnellstmöglich korrigieren. Die Universitätsspitäler sind aufgrund der grossen Anzahl von Assistentinnen und Assistenten natürlich besonders betroffen, so auch unser Universitätsspital, das Inselspital. Dies bedeutet, dass auch das Inselspital im Wettbewerb zwischen den Universitätskantonen benachteiligt ist. Die ganze Thematik der Wettbewerbsverzerrung wurde in der Standesinitiative der GSoK, die später diskutiert wird, noch weiter erläutert.

Mit der vorliegenden Finanzmotion soll der Betrag rasch und in einem ersten Schritt auf 15 000 Franken erhöht werden. Wir sind dringend auf diese Weiterbildungsplätze angewiesen. Wir steuern auf einen Ärztemangel zu, und zwar nicht nur in der Hausarztmedizin. Die Abgeltung von 10 000 Franken pro besetzte ärztliche Weiterbildungsstelle wird übrigens in einer aktuellen Rechtsprechung vom Bundesverwaltungsgericht als zu tief beurteilt. Es geht bei dieser Motion nicht um Artenschutz bei den Ärzten, sondern um eine rasche Teilkorrektur einer grotesken Wettbewerbsverzerrung und um die Besserstellung der Spitäler im Kanton Bern, die ärztliche Weiterbildung leisten.

Ich erinnere Sie noch dringend an die Planungserklärung Heuberger / Sollberger. Sie wurde innerhalb der Diskussion rund um den Rahmenkredit 2014/15 «Zur Abgeltung weiterer Beiträge im Rahmen des Spitalversorgungsgesetzes – mehrjähriger Verpflichtungskredit» im Januar 2014 hier im Rat diskutiert, und zwar nach den Beschlüssen der ASP-Massnahmen. Damals ergab sich eine klare Mehrheit im Rat und es bestand der Wunsch nach einer Erhöhung von 10 000 auf 15 000 Franken. Im Januar 2014 wurde diese Planungserklärung mit 126 zu 9 zu 7 Stimmen angenommen. Aber es war dann am Regierungsrat, den Budgetposten innerhalb dieses Rahmenkredits zu verschieben, was er dann aber leider abgelehnt hat. Ich nehme positiv zur Kenntnis, dass der Regierungsrat im Aufgaben- und Finanzplan ab dem Jahr 2017 vorsorglich die zusätzlichen Mittel

von 15 000 Franken eingestellt hat. Aber das ist nur vorsorglich und nicht sicher, und genau so unsicher ist auch die Lösung über die GDK, die Gesundheitsdirektorenkonferenz, mit der ab 2017 wirklich mehr zur Verfügung stehen soll. Deshalb bitte ich Sie, diese Finanzmotion zu unterstützen. Der Grosse Rat stand in der Vergangenheit der ärztlichen Weiterbildung an den Spitälern, der Hausarztmedizin, dem Problem des Hausärztemangels und dem Universitätsspital immer positiv gegenüber. Helfen Sie bitte mit, diese groteske Wettbewerbsverzerrung jetzt aufzulösen.

Ueli Jost, Thoune (UDC), rapporteur de la Commission des finances. Da es sich hier um eine Finanzmotion handelt wurde sie von der FiKo vorberaten. Obschon diese Motion zweifellos auch gesundheits- und volkswirtschaftlich relevante Aspekte aufweist, hat sich die FiKo bei ihrer Beurteilung auf den finanzpolitischen Teil beschränkt. Unter dieser Betrachtungsweise stützt eine knappe Mehrheit der FiKo die Haltung der Regierung und lehnt die kurzfristige Erhöhung dieser Beiträge an die ärztliche Weiterbildung ab. Dass die heutige Situation einseitig diejenigen Kantone belastet, die die ärztliche Weiterbildung anbieten, anerkennt auch die FiKo. Der Weg über eine gesamtschweizerische einheitliche Lösung, die von der GDK angestrebt wird, erscheint uns aber richtig. Zudem sind im Aufgaben- und Finanzplan ab 2017 die Mittel für eine moderate Erhöhung bereits eingestellt. Aus diesen Gründen lehnt wie bereits erwähnt eine knappe Mehrheit der FiKo diese Finanzmotion ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich persönlich bin froh, dass sich diese Finanzmotion jetzt bei Hans-Peter Kohler in guten Händen befindet. Mir ist das wichtig, weil ich nämlich diese Motion zusammen mit Tanja Sollberger geschrieben habe. Ich habe meinen Namen dann aus Effizienzgründen nicht angegeben, aber ich war von der Senkung der Weiterbildungsbeiträge sehr berührt. Deshalb haben wir diesen Effort unternommen. Tanja hat zusammen mit Thomas Heuberger im Jahr 2012 bereits eine Motion eingereicht, die dann als Postulat einstimmig überwiesen worden ist. Hans-Peter Kohler hat von der Planungserklärung gesprochen, die ebenfalls mehrheitlich überwiesen wurde. Jetzt müssen wir also wirklich etwas machen. Seit damals floss zwar viel Wasser die Aare hinunter, aber die Institutionen, die Weiterbildungen anbieten, beginnen zu bluten. Zu 95 Prozent sind das die öffentlichen Spitäler, und sie können im Grunde, wenn man das aus rein wirtschaftlicher Sicht betrachtet, keine Weiterbildung mehr anbieten, denn sie ist zu teuer. Sie müssen die Weiterbildung mit Quersubventionierungen stützen, aber das geht nicht. Sie sind nicht nur nierenschwach, sie leiden schon bald an Nierenversagen. Die Kluft zwischen der Realität und unseren Wünschen wird also immer grösser. Das wird uns massiv schaden. Wir werden die Hausärzte nicht mehr ausbilden können und zwar nicht die Hausärzte, die sich hier in der Stadt niederlassen, sondern diejenigen im hintersten Oberland oder Emmental, die dort die Grundversorgung gewährleisten. Sie gehen nicht mehr einfach gratis dorthin. Hier schneiden wir uns ins eigene Fleisch. Eine Alternative sind ausländische Ärzte, die möglicherweise gewillt sind, dort als Hausarzt zu arbeiten, aber sie können weder die Sprache noch kennen sie die Kultur. Wenn sie das wollen – okay.

Hans-Peter hat es bereits erwähnt: Interkantonal befinden wir uns böse in der Bredouille. Wir sind derjenige Kanton, der für die Weiterbildung am wenigsten bezahlt. Immerhin haben wir aber ein Universitätsspital und verschiedene A-Kliniken, die gute Weiterbildungen anbieten. Auch hier schaden wir uns als Wirtschaftsstandort in der Gesundheitsbranche massiv, wenn wir jetzt nicht rasch einen Schritt vorwärts machen.

Mir wurde gesagt, man könne jetzt nicht einfach etwas aus der ASP herausbrechen. Wir sind grundsätzlich auch dieser Meinung, aber wir sägen uns hier den eigenen Ast ab, auf dem wir sitzen. Wir schaden dem Wirtschaftskanton Bern mehr als wir ihm nützen. Und das kann nicht das Ziel einer sinnvollen ASP sein. Ich bitte Sie aufgrund all dieser Überlegungen, dieser Finanzmotion zuzustimmen. Spielen Sie nicht mit dem Feuer, denn mit einer Ablehnung tun wir das. Wir können zwar schon abwarten, bis die GDK irgendwann einmal einen Entscheid trifft. Aber wir müssen jetzt handeln. Deshalb bitte ich Sie, dieser Motion zuzustimmen.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir haben insbesondere auf dem Land zu wenig Hausärztinnen und Hausärzte. Aber auch in den Spitälern fehlen uns die ärztlichen Fachpersonen. Sie müssen zu einem grossen Teil aus dem Ausland hergeholt werden. Deshalb müssen wir alles daran setzen, genügend Ärztinnen und Ärzte auszubilden. Die Ausbildung der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte ist für ein Spital aufwändig, jedenfalls dann, wenn man es gut machen will.

Oberärztinnen und Oberärzte müssen Fälle gemeinsam mit den Assistenzärztinnen und -ärzten besprechen, sie müssen Fragen beantworten und sich viel Zeit nehmen. Das bedeutet für ein Spital einen Aufwand. Und genau dieser Aufwand ist im Zeitalter der DRGs nicht abgegolten. Dieser Aufwand ist in den Fallpauschalen nicht eingerechnet. Das Spital muss also die Weiterbildung selber finanzieren und eine Eigenleistung aufwerfen. Ein Teil der Spitäler, vor allem die öffentlichen, tun das und legen drauf. Andere tun das nicht und sind in diesem Sinne Profiteure, indem sie dann Ärztinnen und Ärzte anstellen, die in einem öffentlichen Spital ausgebildet worden sind. Dieses Verhalten ist allerdings auch verständlich, weil es sich bei der Weiterbildung um ein Defizitgeschäft handelt. Wir müssen dafür sorgen, dass es allen Spitälern möglich ist, diese Weiterbildung zu machen. Jetzt ist der Moment dafür, wir haben jetzt die Gelegenheit, das zu ändern, also machen wir das doch!

Zudem ist diese Forderung nicht übertrieben. Es wurde ja bereits gesagt: Der Vergleich mit anderen Kantonen zeigt, dass diese viel höhere Beiträge zur Verfügung haben. Wir müssen uns auch bewusst sein, dass es sich um einen Beitrag an die Qualität unseres Gesundheitssystems handelt. Die ganze Bevölkerung ist froh, wenn gut ausgebildete Fachpersonen vorhanden sind, falls man einmal ins Spital gehen muss.

Noch ein Wort zum Vorschlag der Regierung: Sie will mit der Einstellung des höheren Betrags bis 2017 zuwarten. Wir finden es natürlich gut, wenn die Regierung für dieses Anliegen ein offenes Ohr hat. Nur möchten wir nicht zuwarten, denn es ist dringend und man sollte diesen Schritt sofort machen. Auch möchten wir Sicherheit schaffen. Es sollte sicher sein, dass dieser Betrag wirklich erhöht wird. Es gibt einen finanzpolitischen Spielraum, wie ja der grosse Ertragsüberschuss vom vergangenen Jahr zeigt. Es spricht also alles für dieses Anliegen. Wir werden zustimmen und bitten Sie, die Chance, diesen Betrag zu erhöhen, zu ergreifen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die BDP lehnt diese Motion grossmehrheitlich ab. Sie kommt zum falschen Zeitpunkt. Wir haben uns sogar überlegt, einen Ordnungsantrag zu stellen, um diese Motion um ein Jahr zu verschieben. Das ist ja offenbar möglich. Die BDP ist nicht grundsätzlich gegen die Erhöhung der Weiterbildungskosten. Gemäss Bericht der Regierung ist ja ab 2017 ein Betrag im Aufgaben- und Finanzplan eingestellt und der wird auch so ins Budget aufgenommen, ob die Vereinbarung der Gesundheitsdirektoren zustande kommt oder nicht. Ich gehe davon aus, dass ein Antrag eingereicht werden müsste, wenn das wieder herausgenommen werden sollte. Auch denke ich, dass diese Vereinbarung zustande kommt, denn der Gesundheitsdirektor des Kantons Bern hat signalisiert, dass er hier mitmacht und sich der Kanton Bern anschliessen wird. Dementsprechend erfolgt die Anpassung automatisch auf den 1. 1. 2017.

Auch wenn die Jahresrechnung 2014 gut aussieht und Überschuss verzeichnet, bedeutet das noch nicht, dass wir bei der Finanzschleuse Tür und Tore öffnen und das Geld wieder mit der Mistgabel verteilen können. Die BDP hat sich bisher konsequent an die ASP-Massnahmen gehalten und will das auch weiterhin so handhaben. Jede ASP-Massnahme ist ein wirtschaftlicher Einschnitt, ist wirtschaftlich schädlich. Aber wenn wir nicht so handeln würden, stünden wir heute ganz anders da und hätten im Jahr 2014 eine ganz andere Jahresrechnung gehabt. Die BDP bleibt hier konsequent. Noch drei Argumente, die gegen diese Erhöhung sprechen: Erstens mussten sämtliche Bevölkerungskreise in irgendeiner Form zur ASP beitragen. Diese 5000 Franken sind der Beitrag der Ärzte zur ASP. Zweitens sind die Ärzte nicht gerade die Berufsgruppe, die zuunterst an der Einkommensskala figuriert. Drittens bezahlen andere Branchen die Weiterbildung auch selber. Ich bitte Sie also, diese Motion abzulehnen. Ich betone nochmals: Es geht um ein Jahr, und in diesem Jahr wird der Kanton Bern wegen diesen 5000 Franken sicher nicht gleich untergehen.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Es wird Sie vielleicht etwas erstaunen, aber eine Mehrheit der SVP wird diese Finanzmotion annehmen. Warum? Erstens ist der Vorstoss inhaltlich völlig unbestritten, wie das Resultat zur damaligen Planungserklärung von Kollege Heuberger zeigt. Zweitens: Die ASP-Massnahmen, die damals getroffen wurden und die wir bisher mehr oder weniger konsequent mitgetragen haben, kamen ja nicht von uns. Wir haben nur gewisse Korrekturen vorgenommen, aber grundsätzlich handelte es sich um Vorschläge der Regierung. Wir behalten uns vor, solche ASP-Massnahmen zu überprüfen. Bis jetzt hatten wir nie einen Grund, davon abzuweichen, aber hier sehen wir doch Gründe, warum man in diesem konkreten Fall darauf zurückkommen sollte. Erstens ist es nicht nachhaltig: Wir sprechen von 2016, im Jahr 2017 ist der Betrag ohnehin eingestellt. Zweitens ist der Betrag auf das Gesamte gesehen relativ klein. Der

Geschäftsbericht 2014 zeigt Abweichungen zu den Zahlen des Voranschlags. Beim Nachkredit der Tresorerie in der Höhe von 80 Mio. Franken können 36 Mio. Franken ohne weiteres kompensiert werden mit Geld, das man nicht ausgegeben hat. Wenn wir diesen Betrag hier ausgeben, wird man im Voranschlag bei der GEF sicher Möglichkeiten finde, um das Geld andernorts zu kürzen.

Die Zahlen sehen heute etwas besser aus. Das allein ist für uns aber nicht der Grund für unsere Zustimmung zu dieser Finanzmotion. Vielmehr war diese Erhöhung damals inhaltlich über alle Parteien hinweg unbestritten, es war also unbestritten, dass sie für die Ärzte, für die ärztliche Weiterbildung und für die Spitäler nötig ist. Und weil sie einerseits den relativ geringen Betrag und andererseits die Tatsache, dass es sich nicht um einen nachhaltigen Betrag handelt, da er ohnehin künftig eingestellt wird, in die Waagschale wirft, unterstützt eine Mehrheit unserer Fraktion diese Motion.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die ASP wirft ihre Schatten auch auf dieses Geschäft. Die vorliegende Finanzmotion will nämlich etwas geradebiegen, was vor einigen Jahren aufgrund knapper Finanzen entschieden worden ist. Sie müssen sich das einmal vorstellen: Innerhalb weniger Jahre wurden für die gleiche Arbeit, also für die gleiche Ausbildungsleistung, die ein Spital in seine Assistenzärztinnen und -ärzte steckt, auf einmal nur ein Sechstel der Mittel bezahlt. Den Spitälern bleibt deshalb nichts anderes mehr übrig, als jetzt diese Finanzierungslücke durch Querfinanzierungen zu stopfen. Denn es geht ja nicht, keine Ausbildungsstellen anzubieten, da unser System dann komplett zusammenbrechen würde. Diese Ausbildungslast muss also zwingend getragen werden. Und wenn es nach der EVP-Fraktion geht, muss sie fair getragen werden, und zwar fair in zweierlei Hinsicht: Erstens darf es nicht sein, dass ungefähr 95 Prozent der Assistenzstellen an den öffentlichen Spitälern angeboten werden. Hier besteht ein komplettes Ungleichgewicht, eine ungerechte Verteilung der Last. Es muss hier eine Lösung geben, die alle Listenspitäler an Bord dieses Weiterbildungsschiffes holt. Sonst benachteiligen wir als Kanton systematisch die öffentlichen Spitäler oder diejenigen Spitäler, die diese Ausbildungsstellen anbieten, und das kann es ja wohl nicht sein.

Zweitens fair im Sinn von ausgewogen: Diese Kosten sollen nämlich vom Kanton und von den Spitälern gemeinsam und austariert getragen werden. Die Erhöhung von 5000 Franken pro Assistenzstelle pro Jahr ist ein Schritt in die richtige Richtung. Das zeigt nämlich auch der «Kompromiss», wenn ich das so sagen darf, der GDK mit der interkantonalen Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung, die ebenfalls diese 15 000 Franken als einheitlichen pauschalen Minimalbeitrag – ich betone: Minimalbetrag – festgelegt hat.

Jetzt noch zwei Worte zu dieser Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung. Zuerst ein Dank an die Regierung. Die EVP-Fraktion begrüsst nämlich das Vorgehen des Regierungsrats sehr, vorausschauend im Aufgaben- und Finanzplan 2017 diese Mittel bereits eingestellt zu haben. Zudem erachten wir es auch als richtig und eben auch als fair, wenn in dieser Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung ein interkantonaler Ausgleich eingebaut ist, der genau diese Finanzierungslast der ärztlichen Weiterbildung auf mehrere kantonale Schultern verteilt. Aber zu all dem wird sich die EVP zu gegebener Zeit inhaltlich noch weiter äussern. Die EVP-Fraktion ist also einstimmig für eine Erhöhung der assistenzärztlichen Weiterbildungsbeiträge, aber – und dieses Aber ist gewichtig, da es den Zeitpunkt betrifft: Ein Teil der Fraktion wird dieser Finanzmotion nicht zustimmen, weil für sie der Zeitpunkt verfrüht ist. Dieser Teil ist der Meinung, man sollte jetzt nicht vorpreschen und der GDK und dieser Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung vorausgehen. Zweitens sehen sie es als dringender an, aufgrund des bestehenden finanzpolitischen Spielraums andere ASP-Massnahmen rückgängig zu machen. Eine Mehrheit der EVP stimmt der Finanzmotion zu, weil das Anliegen berechtigt ist. Es ist ein Puzzlestein für den Standort Bern als starken Medizinkanton, der wir ja sein wollen; wie wir immer wieder postulieren. Es ist jetzt nötig, wir sollten das Geld jetzt sprechen. Wir brauchen das ärztliche und auch anderes gut ausgebildetes Personal, denn dieses fehlt. Es wäre schizophr, jetzt hier zu bremsen, und finanzpolitisch ist es jetzt möglich einen Schritt weiterzugehen. Deshalb schliesse ich mit den Worten: Yes we can!

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Es wurde bereits sehr Vieles sehr ausführlich und sehr differenziert vorgetragen. Schon der Hauptmotionär, Hans-Peter Kohler hat uns klar dargelegt, was Sache ist. Eine grosse Mehrheit des Grossen Rats hat in der Debatte über den Rahmenkredit 2014 / 2015 der Planungserklärung Heuberger / Sollberger ganz klar zugestimmt. Wir wussten also

schon damals: Wir müssen die ärztliche Weiterbildung im Kanton Bern sehr ernst nehmen, es besteht Handlungsbedarf und wir müssen sie mit genügend oder doch zumindest mit besseren Mitteln ausstatten, nämlich mit 15 000 statt mit 10 000 Franken. Schon damals ging es darum. Für die grüne Fraktion hat sich hier nichts verändert. Die Diskrepanz zwischen den Kantonen ist nicht nur gross, sondern riesig. Der Kanton Bern hinkt bei der Finanzierung und Sicherung der ärztlichen Weiterbildung weit hinterher, und wir spüren die Auswirkungen bereits. Dies vor allem bei der Problematik der Hausärztinnen und Hausärzte, die man nicht mehr überall findet. Der Handlungsbedarf ist klar und die grüne Fraktion unterstützt diese Motion einstimmig. Ich bin froh, wenn Sie das auch tun.

La présidente. Si je ne me trompe pas, je n'ai plus de groupe. Avant de passer aux intervenants à titre personnel, j'ai encore deux annonces à vous faire. Sur la tribune, nous avons un groupe, qui s'appelle Spital Zweisimmen KämpferInnen et qui nous rend visite aujourd'hui. Bonjour Mesdames. (*Applaudissements*). Et nous avons un deuxième groupe, le PS de la section Burgistein, à vous aussi, soyez les bienvenus aujourd'hui chez nous. (*Applaudissements*.) Nous continuons avec les intervenants à titre personnel, Mme Mühlheim, vous avez la parole. C'est à vous.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Diese Motion weist zwei spezielle Punkte auf. Erstens: Im Gegensatz zu späteren Motionen zeigt sie, dass die Stadt- und Landspitäler gleichermassen betroffen sind, wenn sie für eine Leistung, die sie per Gesetz erbringen müssen, zu wenig Geld erhalten von dem, der verpflichtet ist zu bezahlen. Das ist auch der grosse Unterschied zur Argumentation von Herrn Etter der BDP. Es geht hier nicht darum, ob die Ärzte diese Ausbildung bezahlen müssen. Vielmehr ist im Bundesgesetz vorgesehen, dass die Aus- und Weiterbildung von den Spitälern, beziehungsweise vom Kanton bezahlt werden muss. Es ist selbstverständlich, dass weiterhin Ärzte für ihre Zusatzausbildungen zusätzlich finanziert werden müssen, aber hier geht es darum, eine schreiende Ungerechtigkeit zu minimieren. Unsere öffentlichen Spitäler tragen 90 Prozent der Kosten. Wer in der Kommission zum Spitalversorgungsgesetz mitgearbeitet hat, erinnert sich, wie die Privatspitäler versprochen haben, sie würden sich anteilmässig an diesen Kosten beteiligen. Leider müssen wir nach zwei Jahren feststellen, dass dem nicht so ist, und deshalb muss der Staat dringend seine Aufgabe wahrnehmen und so viel an diejenigen Spitäler bezahlen, die sonst unmittelbar in finanzielle Schwierigkeiten geraten würden. Es gibt noch einen zweiten Aspekt: Wenn wir weiterhin in diesem Kanton genügend Ärzte ausbilden wollen, müssen wir bereit sein, dafür zu bezahlen. Wir geben das Geld nicht mit der Mistgabel aus, wir geben höchstens einen kleinen Beitrag an ein gerechtes Gesundheitsprinzip, das wir gesetzlich so verabschiedet haben; dass nämlich für die Aus- und Weiterbildung weiterhin die Kantone zuständig sind. 15 000 Franken sind wirklich nichts, und ich bitte Sie wirklich, diese Motion zu unterstützen. Es ist längst bekannt, dass der Betrag auf 15 000 Franken erhöht werden muss. Ein Jahr früher ergibt dies in den ländlichen Spitälern und an der Universitätsklinik in der Stadt Bern ein Jahr weniger Defizit. Bitte unterstützen Sie diese Motion.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Es geht hier nicht um ein wirtschaftliches Thema, lieber Jakob Etter. Es geht um ein Bildungsthema, und zwar um ein Bildungsthema im Gesundheitswesen. Wenn hier der Begriff «Weiterbildung» steht, geht es nicht darum, dass Ärztinnen und Ärzte, die bereits voll ausgebildet sind, irgendetwas Neues lernen, das auf den Markt gekommen ist. Dieser Begriff ist offensichtlich etwas missverständlich. Es geht vielmehr um die Ausbildung der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte nach ihrem Staatsexamen, also um die Zeit, in der sie sich in einer Fachausrichtung bilden oder eben in die Richtung weiterbilden, in der sie später als fertig ausgebildete Ärztinnen und Ärzte arbeiten werden. Wobei wir allerdings wissen, dass man in einem Beruf nie definitiv ausgelernet hat. (*La présidente agite sa cloche.*) Die Ausbildung der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte wird den Spitälern nicht durch DRGs abgegolten. Jedes Spital bezahlt das also aus dem eigenen Budget, und damit geht es auch ein gewisses Risiko ein. Noch etwas zu den Löhnen der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte. Auch sie hinken im interkantonalen Vergleich massiv den andern Kantonen hinterher. Auch hier gilt das Beispiel: Man lässt sich im Kanton Bern ausbilden und arbeitet nachher in einem andern Kanton, wo man im Monat 1000 oder 2000 Franken mehr verdient.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich habe zuerst einmal eine frohe Kunde für die BDP und die

EVP, beziehungsweise für all diejenigen, die hier begründet haben, sie könnten dem Vorstoss nicht zustimmen, weil man aus dem ASP-Päckchen keine ASP-Massnahme herausbrechen wolle. Bei der Sparmassnahme in Zusammenhang mit der ärztlichen Weiterbildung handelt es sich nicht um eine ASP-Massnahme. Ganz im Gegenteil, das war eine Sparmassnahme, die bereits ein Jahr vorher, also im Jahr 2012 in Hinblick auf das Budget 2013 umgesetzt worden ist. Von daher können Sie alle diesem Vorstoss problemlos zustimmen, da Sie damit keine ASP-Massnahme aus dem wichtigen ASP-Päckchen herausbrechen. Das ist das Erste.

Zweitens, es ist offensichtlich: Die Kürzung der ärztlichen Weiterbildung ist eine Massnahme zum Schaden dieses Kantons, und zwar des ganzen Kantons Bern. Im Vorstoss ist die Rede von einer Wettbewerbsverzerrung, die mit dieser Kürzung einhergeht. Der Begriff «Wettbewerbsverzerrung» ist euphemistisch. Man sollte von einem offensichtlichen Wettbewerbsnachteil sprechen, den der Kanton Bern dadurch erfährt. Ich denke, gerade im Hinblick auf die Stärkung des Medizinalstandorts Bern, der doch noch einer der wenigen Trumpfe dieses Kantons ist, wäre es ganz wichtig, diese Massnahme rückgängig zu machen. Gemäss Antwort des Regierungsrats ist sich auch die Regierung dessen bewusst. Ausdruck davon ist, dass mit Verweis auf die Vereinbarung der Gesundheitsdirektorenkonferenz GDK ab dem Jahr 2017 vorgesehen ist, eine entsprechende Korrektur einzuleiten. Aber der Fraktionssprecher der SVP hat zurecht darauf hingewiesen, dass es keinen Grund gibt, auf den Zwang von oben, also auf die GDK-Vereinbarung zu warten, wenn wir ja wissen, dass die Kürzung bei der ärztlichen Weiterbildung bereits heute unserem Kanton schadet. Von daher empfehlen wir Ihnen sehr, diesem Vorstoss zuzustimmen. Sorgen wir dafür, dass für die wichtige ärztliche Weiterbildung bereits ab dem nächsten Jahr die zusätzlich nötigen Mittel zur Verfügung stehen und wir zumindest einen sehr kleinen Schritt in die Richtung machen können, in die wir früher gehen wollten.

Pierre Alain Schnegg, Champoz (UDC). La formation des médecins est devenue pour les hôpitaux du canton de Berne un luxe qu'ils ne peuvent ou ne pourront plus assumer. Les contraintes, toujours plus fortes, sur ces institutions vont avoir pour conséquence une diminution des possibilités offertes pour la formation, voire une diminution de la qualité attendue. Pour notre système de santé, les menaces sont nombreuses. Qu'il s'agisse de la relève médicale, du personnel qualifié, mais également du carcan juridique qui étouffe aujourd'hui les établissements hospitaliers de petite et moyenne taille. Si rien n'est entrepris, c'est tout un pan de notre économie, de notre culture, de notre bien-être qui disparaîtra. À titre d'exemple, la loi sur le travail, si celle-ci n'est pas assouplie ou mise en œuvre d'une manière un tant soit peu judicieuse, portera un coup très grave à de nombreuses institutions, sans améliorer aucunement leur efficacité financière ou la qualité des soins prodigués, mais réduira d'une manière drastique les possibilités de formation de la relève médicale, qui aujourd'hui déjà, représente un énorme défi. Même si l'augmentation du montant proposé par cette motion ne solutionnera pas complètement la situation, elle permettra de montrer la volonté politique de gérer cette problématique et d'améliorer les conditions-cadres nécessaires à la formation de la relève médicale. Elle marquera également une marque forte de soutien à toutes les institutions qui s'engagent pour la formation des futurs médecins. Il s'agit ici de renforcer Berne comme place forte dans le paysage médical. Je vous invite donc à soutenir cette motion financière.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Es hier im Rat wohl allen klar, dass diese 10 000 Franken für die ärztliche Weiterbildung ein sehr kleiner Betrag ist. Die Gesundheits- und Fürsorgedirektion hat den Betrag eigentlich im Vorfeld des ASP gesenkt, aber auch als Sparmassnahme. Wir wissen alle: Vor 16 Monaten wurde die ASP diskutiert und dort nahmen wir sehr vielen Institutionen viel Geld weg. Sicher erinnern Sie sich alle noch an den Morgen, als sich die Behinderten, zum Teil Schwerstbehinderte, vor dem Rathaus befanden, und wir kaum ins Rathaus gelangen konnten. Auch sie mussten bluten, Franziska, und müssen noch heute bluten. Aber weil sie keine Lobby haben, sprechen wir hier im Rat nicht übers Rückgängigmachen dieser Sparmassnahmen. Ich hoffe, dass man dann auch so grosszügig sein wird und den Behinderten ebenfalls entgegenkommt, wenn dann auch im Bereich der Behinderten oder der Spitex so genannte Finanzmotionen eingereicht werden. Denn auch die Behinderten und ihre Institutionen müssen jetzt auf Vieles verzichten und auf alle möglichen Arten ihr Geld zusammentreiben, damit sie über die Runden kommen. Ich sage es nochmals: Sie haben leider keine Lobby und ich bedaure das sehr. Ich kann dieser Motion nicht zustimmen.

La présidente. Je n'ai plus personne à titre personnel, je donne la parole au directeur de la santé publique. Monsieur c'est à vous.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. J'ai bien compris, d'après les différentes interventions, que vous allez accepter cette motion, et le gouvernement vous dit non. Il y a plusieurs éléments qui me font sourire. Quand on a pris cette mesure d'économie en 2012–2013, il y avait une pression économique terrible, et les mêmes qui viennent dire qu'il faut payer pour les assistants en plus demandent pourquoi le canton de Berne, à l'époque, se paie le luxe de payer autant pour certaines prestations, alors que pour la péréquation financière au niveau fédéral on reçoit autant d'argent. Le canton de Berne doit économiser, doit économiser, doit économiser: j'ai pris les marges de manœuvre que j'avais. Maintenant on vient me dire que nous sommes le canton qui paie le moins. Mon information va un peu au sang, la pression sur ces financements est aussi dans d'autres cantons: dans le canton de Zurich, mon collègue Heiniger, radical, est aussi descendu à 10 000 francs par assistant pour la plupart des hôpitaux. Donc, on a aussi utilisé cette marge de manœuvre, comme les cantons ont aussi la marge de manœuvre dans la réduction des primes, on a aussi discuté de cela ici. Tout cela, cela fait un peu cette balance-là, et je ne vois pas en quoi le fait de passer de 10 à 15 000 francs par poste d'assistant va changer quelque chose pour la formation des médecins-assistants quand il s'agit de les orienter pour devenir médecins généralistes.

Dieses Argument ist falsch. Es wird nicht mehr Hausärzte geben, wenn wir 5000 Franken mehr bezahlen, und zwar, weil die Kantone keine qualitative Steuerungsmöglichkeit haben, um mehr Hausärzte oder Gynäkologen oder was auch immer zu fordern. Eine solche gibt es nicht. Wir bezahlen für alle. Ich bin überzeugt, dass für Assistenzärzte, die an einem Unispital eine Kardiologie-Ausbildung absolvieren, so viele Drittmittel zur Verfügung stehen, dass für ihre Stelle pro Jahr viel mehr als 10 000 Franken bezahlt wird. Das muss man sich einfach vor Augen halten. Ich habe keine Differenz in Bezug darauf, dass wir für die Assistenzärzte etwas machen und mehr bezahlen müssen. Ich habe das Geld eingestellt. Wir werden das wieder im kommenden Herbst anlässlich des Rahmenkredits für die nächsten vier Jahre diskutieren. Ich gehe auf 15 000 Franken, das ist klar. Das Konkordat muss in allen Kantonen, also auch hier in diesem Rat, diskutiert werden. Ich habe ein bisschen Mühe, wenn wir hier vorsehen sollen. Denn es gibt keinen Grund dafür, und es besteht kein dringender Handlungsbedarf. Es ist früh genug, wenn wir das im Jahr 2017 bezahlen. Ich bitte Sie, hier dem Regierungsrat zu folgen und die Motion abzulehnen.

La présidente. Le rapporteur de la Commission veut-il encore prendre la parole, M. Jost? – Non, ce n'est pas le cas. L'auteur de la motion? – M. Kohler, c'est à vous, vous avez trois minutes.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Es war von den spezialisierten Ärzten die Rede, von der Kardiologie. Ich sage nicht, dass die Verteilung von den Spezialitäten her bestens funktioniert. Man muss aber halt die Leute bereits während dem Studium so führen, dass sie vermehrt die Hausarztmedizin wählen. Aber ein grosser Teil der Assistenzärzte in den Regionalspitälern, in kleineren Spitälern, aber auch am Universitätsspital geht eben gleich in die Grundversorgung. Man kann sogar auch als Spezialist in der Grundversorgung eine hausärztliche Praxis führen. Das hinkt also für mich hinterher. Wir müssen hier einfach ein Zeichen setzen, damit die Spitäler weiterhin diese Weiterbildung machen wollen. Warum hilft ein Teil der Privatspitäler hier nicht mit? Weil es zu viel kostet. Diejenigen, die das machen und sich Mühe geben, müssen jetzt einmal diese 5000 Franken erhalten, damit sie das überhaupt weiterhin machen wollen. Es kostet viel, denn die Leute müssen betreut werden. Auch setzen wir damit ein Zeichen. Dass wir mehr zur Grundversorgung hin bilden müssen, ist klar, aber daran arbeiten wir. Wir setzen ein Zeichen für die Grundversorgung und für die Nachfolge in der Hausarztmedizin. Denn wenn sie fehlt, werden wir ein grosses Problem haben, und zwar schon in ein paar Jahren.

La présidente. Est-ce que M. le conseiller d'Etat aimerait reprendre la parole? – Non, ce n'est pas le cas. Donc, nous passons au vote sur la motion Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine. Je rappelle que c'est une motion financière. Ceux qui acceptent cette motion financière votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	90
-----	----

Non	48
-----	----

Abstentions	15
-------------	----

La présidente. Vous avez accepté cette motion financière.